SITUATION INTERNATIONALE ET NATIONALE

SITUATION INTERNATIONALE

Les guerres, l'impérialisme et les politiques réactionnaires, ce sont les travailleuses et travailleurs et la population qui en payent le coût et qui en meurent. Ces questions doivent donc être traitées syndicalement comme toutes les questions qui impactent le quotidien des travailleuses et travailleurs et de leurs familles.

En 2023, la résolution internationale de notre XIIIe Congrès commençait par ces mots : « le capitalisme est entré dans une nouvelle phase de sa crise. Celle des affrontements de plus en plus directs entre impérialismes pour redessiner la carte de l'exploitation des richesses et des peuples. » Malheureusement, les faits ont montré la pertinence de notre analyse. De ce point de vue, l'élection aux Etats-Unis de Donald Trump en 2024 marque une nouvelle accélération de ce processus.

Nous avons besoin collectivement de mesurer ce qu'il y a de nouveau dans la situation actuelle de crise profonde du capitalisme au niveau national comme international afin de construire une voie de dépassement de ce dernier. Nous ne pouvons nous contenter de slogans d'une rhétorique de radicalité sans prise sur la réalité qui mènerait les salarié·es à l'impasse. De même, nous ne pouvons renoncer à agir, ce qui nous mènerait à nous borner à gérer « au mieux » les situations des salarié·es sans remettre sur le fond en question les causes réelles des crises économiques et culturelles de cette société qu'ils subissent.

Voulant préserver l'hégémonie économique, financière du « privilège du dollar » qui structure l'ensemble du système international, avec sa domination militaire, l'impérialisme américain avec Trump à la tête des Etats-Unis veut abolir les acquis du droit international, construit avec l'ONU, ses organismes internationaux d'aide et de solidarité comme l'OMS, l'UNESCO, etc. À la place, des « deals » ponctuels, de gré à gré. Ainsi, les alliances historiques avec les pays de l'Union Européenne, le Japon, le Canada, le Mexique, le Brésil ou l'Australie, ont volé en éclats. Il s'agit d'imposer la supériorité économique et militaire américaine en tout domaine. De la guerre des « tarifs douaniers » imposés à plus de 80 pays (alliés ou concurrents), aux menaces d'annexion du Groenland, de Cuba, d'achat du Canada, aux interventions militaires contre l'Iran, contre le Venezuela avec le kidnapping de Nicolas Maduro et son épouse Cilia Flores, Trump soumet par la force. En cela, il cherche par tous les moyens à rapatrier une part plus importante de la plus-value mondiale à la bourgeoisie américaine et à préparer à l'affrontement contre la Chine, considéré comme son principal adversaire.

Fort avec les faibles, Trump est faible avec les forts. Alors qu'il réservait à Volodymyr Zelensky une humiliation sans précédent dans le bureau ovale en février 2025, il serrait fièrement la main de Vladimir Poutine (en Alaska en août 2025). Trump se vantait de pouvoir mettre fin à la guerre en Ukraine en 24 heures, elle dure depuis plus de 4 ans. Avec plus d'un million de mortes et morts, ce sont bien évidement les travailleuses et travailleurs, et les populations les plus pauvres les premières touchées. Même « faiblesse » coupable devant le boucher de Gaza, Benjamin Nethanyaou. Avec son gouvernement génocidaire, ils ont causé, entre octobre 2023 et octobre 2025 selon l'UNICEF, la mort de 71 824 personnes, dont 21 298 enfants, et fait 171 608 blessé·es, dont 45 008 enfants. Avec Trump, la politique coloniale redouble d'intensité contre la

population palestinienne, pendant que le Liban et la Syrie sont bombardés, le Golan, occupé.

D'extrême droite, Trump promeut un nationalisme protectionniste, réactionnaire, autoritaire, anti-social, antiscience, climatosceptique, révisionniste, raciste, anti-immigré·es et fondamentalement contre les revendications féministes et LGBTQIA+. Il règne un air de guerre civile au pays de l'Oncle Sam où, pour la majorité, les loyers sont inabordables, où le coût des dépenses de santé est prohibitif, où l'inflation et les bas salaires écrasent la classe ouvrière étasunienne. Pour mater les révoltes populaires, Trump envoie la garde nationale. Partout l'ICE (police de l'immigration) est déployée et organise des rafles sur les lieux de travail, à la porte des écoles, des supermarchés. La mobilisation de masse à Los Angeles, après les meurtres de Renee Good et Alex Pretti, a freiné cette offensive réactionnaire. Des millions de salarié·es et de jeunes se mobilisent contre Trump comme le montrent le mouvement No Kings ou les manifestations massives du 1er mai.

L'Union Européenne, qui représente un marché de 450 millions d'habitantes et habitants, est dans une position centrale dans la lutte mondiale pour le pouvoir. Pris en tenaille entre les appétits des impérialismes américain, chinois et russe, fragilisés par une crise économique et des contradictions politiques, les capitalistes européens se lancent dans une militarisation de leurs économies et accentuent les mesures d'austérité. La guerre en Ukraine a montré la dépendance de l'Union Européenne vis-à-vis de l'OTAN (dont les USA se désengagent). Cette stratégie est le carburant de la montée de l'extrême droite, de l'autoritarisme, du racisme. Elle est le substrat à des attaques majeures contre les travailleuses et travailleurs et leurs familles.

L'impérialisme français est affaibli, en butte à la concurrence économique de l'impérialisme allemand, et de sa perte d'influence au Moyen Orient et en Afrique, au profit des États-Unis, de la Chine et même de la Russie. Pour protéger au mieux ses intérêts économiques, il navigue entre un soutien direct à l'impérialisme américain (troupes françaises dans les émirats en soutien aux troupes américaines face à l'Iran) et une tentative ratée de médiation dans le conflit russo-ukrainien comme dans la guerre génocidaire menée par Israël contre les Palestiniennes et Palestiniens. Dans ses propres colonies, il durcit la répression politique comme en Kanaky, et laisse filer une inflation qui étrangle les travailleuses et travailleurs en Guadeloupe, en Guyane, et à la Martinique. Sa relégation au niveau de la 7ème puissance économique mondiale panique les capitalistes les plus importants qui exigent du gouvernement une politique qui compensent leurs pertes à l'étranger en prenant directement sur le salariat (blocage, voire baisse des salaires, démantèlement progressif de la sécurité sociale, attaques continues contre les retraites). Le militarisme affiché à l'extérieur a pour corollaire l'évolution autoritaire du pouvoir de plus en plus répressif à l'intérieur.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », disait Jaurès. Les seules issues offertes par les impérialistes sont la guerre, la militarisation des pays, les famines. C'est la dégradation continue des conditions matérielles d'existence des travailleuses et travailleurs et de leurs familles, ce sont les attaques contre les droits démocratiques et sociaux des peuples. Ce sont enfin des conséquences désastreuses pour l'humanité entière, pour l'environnement et la nature. La lutte contre le réchauffement climatique est incompatible avec cette course au profit et à l'armement entre puissances.

Le mode de production capitaliste est responsable de la crise écologique, environnementale et sanitaire majeure qui se déroule sous nos yeux. Pollution de l'air, des terres, des eaux et des océans, contamination de la chaîne alimentaire, déforestation, diminution massive de la

biodiversité, sont entre autres les conséquences visibles et directes du pillage capitaliste de la planète et de ses ressources naturelles. Pour les capitalistes, l'objectif est la recherche du profit le plus rapide possible, en aucun cas de satisfaire les besoins essentiels de l'humanité. Pour leurs intérêts propres, les multinationales de l'agrochimie, de la pétrochimie, de l'extraction minière, du nucléaire, entre autres, s'approprient et surexploitent les matières et ressources premières uniquement parce que les États et gouvernements le permettent. C'est le capitalisme qui est la cause, le responsable et le coupable de la catastrophe en cours.

L'enjeu est pourtant la survie de l'humanité à moyen-long terme. La lutte pour une planète vivable est une question qui impacte pleinement notre action syndicale que ce soit en termes de solidarité internationale, de défense des conditions de travail et des droits des travailleuses et travailleurs, d'enjeux sanitaires et sociaux… N'opposons pas la fin du monde à la fin du mois : la CGT doit œuvrer par tous moyens y compris en s'engageant dans des mouvements de luttes plus larges pour la défense d'une planète vivable et un environnement préservé.

Dans ces logiques impérialistes, autoritaristes et racistes, les rapports de domination s'inscrivent aussi dans des politiques néocoloniales qui perpétuent l'exploitation des peuples, notamment en Afrique. Le génocide au Congo et les conflits au Soudan qui durent depuis plus de 20 ans en sont des exemples dévastateurs, avec l'utilisation systématique du viol comme arme de guerre ou de la privatisation organisée de ressources alimentaires comme a pu le décrire Amnesty international. Dans le même temps, les intérêts des puissances occidentales, dont la France, participent à ces mécanismes d'exploitation avec la continuité du franc CFA, la francophonie institutionnelle, ou encore l'action et l'ingérence de groupe comme TotalEnergies ou encore l'empire de Vincent Bolloré. Tout cet héritage colonial, qui perpétue la guerre, la domination économique et les violences systémiques participe d'un même ordre mondial qu'il nous faut combattre.

Face à l'offensive capitaliste et réactionnaire mondiale, d'importantes luttes de masse se développent. De la campagne internationale de solidarité en faveur du peuple palestinien, à la Flottille Global Sumud, à l'irruption de la GenZ, des millions de jeunes se révoltent contre la misère, la précarité de l'emploi, l'autoritarisme et l'absence de perspectives qu'offre le capitalisme à ce stade de sa décomposition. Cela a été notamment le cas au Népal, au Bangladesh, au Maroc, au Kenya, à Madagascar, au Panama, au Pérou, en Iran…

En conséquence, les délégué·es du XIVe congrès de la CGT-Culture affirment avec toute la CGT :

- Halte à la barbarie impérialiste, à bas la guerre, vive les luttes des travailleuses et des travailleurs pour le progrès social, la paix et la démocratie partout dans le monde !
- Halte au génocide à Gaza et en Palestine, halte à la colonisation, cessez-le-feu immédiat !
- Halte aux bombardements et aux massacres en Iran et au Liban !
- Troupes russes, hors d'Ukraine, sans condition, cessez-le-feu immédiat !
- Dissolution de l'OTAN ! Préparons la paix plutôt que la guerre !
- Libération immédiate et sans condition de Nicolas Maduro et Cilia Flores ! Droit à l'autodétermination des peuples !
- Paix en RDC et au Soudan, arrêt des ingérences étrangères !
- Annulation des dettes héritées de la colonisation et de l'exploitation impérialiste !
- Pour le respect du droit international défini par l'ONU et sa Charte !

SITUATION NATIONALE

En France, toute la situation porte en elle les germes de l'explosion sociale. Emmanuel Macron termine son second quinquennat en lambeau : selon Odoxa, 77 % de la population le considère comme un mauvais Président. Et pour cause, le « Président des riches » laissera derrière lui 7,5 millions de chômeuses et chômeurs, 10 millions de pauvres, un taux de chômage de 21,5 % chez les jeunes. En revanche, pour les capitalistes, c'est un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes qui ont été versés en 2025 aux actionnaires du CAC 40. Pour assurer ces profits, l'offensive de la bourgeoisie est générale : casse du droit du travail, casse de la Sécurité sociale, casse de l'assurance chômage, gel des salaires, des minima sociaux et des retraites, coupes budgétaires, suppressions d'emplois dans la Santé, l'Éducation, et tous les services publics exceptés la défense, la police et la gendarmerie. Pendant que les entreprises et les grandes fortunes se gavent chaque année de centaines de milliards d'euros de prêts, d'aides publiques versées sans contrôles ni conditions, subventions et exonérations en tous genres, près de 69 000 entreprises ont fait faillites en 2025, un record depuis 35 ans. Les plans de licenciements et les fermetures d'usines s'enchaînent comme chez Michelin, Auchan, Bosch, Casino, Arcelor Mittal, Prisma Media, IBM, Capgemini, des centaines de milliers d'emplois directs et indirects sont détruits. Pour les travailleuses et travailleurs, l'inflation, la vie chère, la hausse des loyers, le chômage et la précarité, sont les expressions directes de la crise économique qui sévit.

Cette crise économique et sociale se double d'une crise politique sans précédent. L'instabilité politique et parlementaire, aggravée par le refus de reconnaître le résultat des élections législatives de juillet 2024 plaçant l'alliance des partis de gauche en tête, viennent approfondir la crise du régime de la Ve République.

À ce titre, la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Macron en juin 2024, la valse de 5 Premiers ministres de droite depuis mai 2022 (Borne, Attal, Barnier, Bayrou, Lecornu), les *combinazione* pour faire adopter par l'antidémocratique 49-3 les projets de lois de finances 2026 pour l'État et la Sécurité sociale, en sont les preuves les plus évidentes. Or, depuis 10 ans, à chaque attaque anti-ouvrière, les travailleuses et travailleurs ont résisté et se sont mobilisés par millions, par la grève et les manifestations de masses (loi travail en 2016, Gilets Jaunes en 2018-2019, lois de liquidation des retraites en 2019 et 2023). Si des revers ont été subis, les salarié·es ne sont pas « défaites » et « défaits », encore moins résigné·es. Néanmoins leur fragmentation (sous-traitance, contrats précaires, auto-entreprenariat, travailleuses et travailleurs détachés, contractualisation croissante dans la fonction publique, etc.) , l'absence de perspective politique, le poids de l'extrême droite et les difficultés à construire des rassemblements unitaires autour de revendications claires (les retraites, l'emploi, les salaires, les services publics, ...) en intersyndicale au niveau des confédérations pèsent lourdement sur les dynamiques de mobilisation. En même temps ces dynamiques ne peuvent se décréter d'en haut sans l'engagement permanent au plus près des salarié·es de chaque syndicat et section syndicale de la CGT dans un travail de convictions et d'actions syndicales.

C'est pour briser la résistance des travailleuses et travailleurs que la bourgeoisie menace, réprime, mutile, fait comparaître devant la justice, toutes celles et tous ceux qui ne filent pas droit (1 000 militantes et militants CGT ont été poursuivis à la suite du mouvement de 2023 contre la loi Retraite, mise en examen pour « injures publiques » de la camarade Sophie Binet). C'est pour écraser les travailleuses et travailleurs et les organisations ouvrières que la bourgeoisie française mise de plus en plus ouvertement sur le recours à l'extrême droite. Loin d'être un rempart, Macron est un moteur pour l'extrême droite. Les résultats

des élections européennes et législatives de 2024 le montrent clairement. Bien sûr, l'élection de Trump renforce le pôle réactionnaire des Milei, Orban, Modi et autres Meloni, comme elle sert de carburant à tous les mouvements nationalistes, autoritaires et fascistes. Aujourd'hui, les différences entre la droite et l'extrême droite françaises tiennent dans l'épaisseur d'une feuille de papier. Là encore, l'absence d'unité des organisations de la classe ouvrière vient, par défaut, renforcer cet élan réactionnaire.

En France comme ailleurs, des financières et financiers d'extrême-droite lancés dans une croisade idéologique assumée font un usage constant et efficace des nombreux médias en leur possession, tandis que dans le cadre d'une commission de l'Assemblée nationale des député·es de droite et de l'extrême droite attaquent systématiquement l'audiovisuel public, que la ministre de la Culture en personne ne défend même pas (voire attaque également)…
Les menaces plus ou moins diffuses contre les milieux universitaires publics suspectés de « wokisme » et autres « islamo-gauchisme » se multiplient, alors que les milliardaires évoqué·es plus haut fondent et /ou financent des institutions privées dans le but de diffuser leurs idées et y former de futur·es cadres.
On ne compte plus les attaques physiques (dégradation des lieux, prise à partie des agentes et agents, etc.) ou politiques (élu·es de la droite parisienne par exemple) de librairies queer et/ou de gauche et/ou vendant des livres sur la Palestine. Rappelons que depuis la loi Lang du 1er janvier 1982 sur le prix unique du livre ces commerces sont soutenus par le ministère.
De même, les bibliothèques publiques sont-elles visées par des associations ou groupuscules d'extrême droite tentant de peser sur la politique documentaire (allant jusqu'à l'autodafé en 2025 près de Lorient) ou sur les programmes d'animation culturelle (tentatives d'empêchement d'heures du conte animées par des drag Queens) des établissements.

L'extrême droite est contre la culture émancipatrice. La CGT-Culture doit faire de la lutte contre l'extrême droite une de ses priorités.

À une heure ou la répression syndicale s'intensifie et où les attaques contre nos camarades et nos locaux se multiplient sur tout le territoire, nous faisons face à une offensive qui ne vient pas seulement des outils du gouvernement, mais aussi, de plus en plus de l'extrême-droite et de ses militantes et militants. Les conséquences de ces idées dans le débat public, grâce aux outils médiatiques des milliardaires comme Bolloré ou Sterin, ont des conséquences sur notre syndicalisme. Elle alimente un climat de peur, légitime les violences contre les organisations de lutte, et cherche à diviser les travailleuses et travailleurs en diffusant des discours racistes, xénophobes et discriminants. Cette stratégie vise à nous diviser pour mieux défendre une nouvelle fois les intérêts du capital. Dans ce contexte national et international, la CGT doit pleinement assumer son rôle sur le terrain antifasciste. Cela implique de dénoncer sans relâche l'imposture sociale et raciste de l'extrême droite et de toutes ses nouvelles composantes et de construire un rapport de force en faveur du monde du travail.

La lutte syndicale contre l'extrême droite et le fascisme ne peuvent être menées sur le seul terrain de la morale. La lutte syndicale contre l'extrême droite exige une lutte en tout domaine : économique, social, démocratique. Elle exige l'unité des organisations des travailleuses et travailleurs pour la satisfaction des revendications. Elle exige un authentique front unique des travailleuses et travailleurs, et pas une addition stérile et sans principe de sigles syndicaux en en-tête des tracts. Elle exige le respect strict de l'indépendance syndicale. Enfin, elle exige de ne plus faire un pas en arrière ! Elle nous oblige à chercher le rassemblement le plus large possible de toutes les organisations syndicales autour d'actions et de mobilisations construites avec les salarié·es à partir de leurs besoins et de leurs revendications dans une

perspective d'émancipation et de progrès social. Rassemblement unitaire et respect des indépendances syndicales vont de pair.

En 2003, 2006, 2010, 2016, 2018, 2019, 2023, à chaque fois, malgré des grèves et des manifestations massives, les intersyndicales confédérales n'ont jamais appelé les travailleuses et travailleurs à la grève interprofessionnelle reconductible jusqu'à la victoire. Les journées saute-moutons, les journées d'action sans lendemain, les temps forts, l'adaptation aux calendriers parlementaires, ont toujours été préférés à l'appel au toutes et tous ensemble au même moment, public et privé, par la grève générale. Les résultats concrets, nous les connaissons, ce sont des reculs pour les droits des travailleuses et travailleurs. Il faut corréler ces résultats avec la montée de l'extrême droite et de ses idées. Plus les gouvernements tapent, moins notre camp social obtient de victoire, plus l'extrême droite progresse.

Le dernier exemple en date est le mouvement citoyen « *Bloquons tout* », de septembre 2025. C'est le 15 juillet que François Bayrou annonçait son super plan d'austérité de 44 milliards d'euros : suppression de 2 jours fériés, instauration d'une année blanche, nouvelle réforme de l'assurance chômage, doublement des franchises médicales et des participations forfaitaires, remise en cause de l'ALD, suppressions d'emplois de fonctionnaires, remise en cause de la 5ème semaine de congés payés, entre autres. Les mots d'ordres d'abrogation de la réforme scélérate des retraites de 2023 et de retour à l'âge légal de départ à 60 ans, étaient au cœur de l'appel citoyen, seule initiative annoncée. En réponse à cet appel spontané, des centaines de syndicats et d'organisations (de très nombreux syndicats, UL, UD, Fédérations CGT) appelaient à leur tour à rejoindre la grève et les manifestations du 10 septembre, pendant que notre confédération exprimait ses réserves face à un mouvement « *nébuleux* », avec un risque de « *noyautage de l'extrême droite* ».

C'est bien tardivement que notre confédération exprimait son « *soutien* » au mouvement et affirmait souhaiter que le 10 septembre soit « *une première étape réussie* ». C'est le 29 août 2025, après 6 semaines de silence, que l'intersyndicale confédérale (CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, Unsa, FSU, Solidaires) appelait à la mobilisation, de son côté, à « *une journée massive de mobilisation* » le … 18 septembre ! La seconde étape ? Donc, les revendications sont identiques mais les dates des mobilisations sont distinctes, voire concurrentes. La CFDT expliquait qu'elle « *ne répond pas aux injonctions des partis politiques* », pendant que FO disait se tenir « *à distance* » d'un mouvement au sein duquel certaines et certains rejettent « les organisations syndicales représentatives ». Nous connaissons la suite. Sous la pression de la lutte des classes et de « *Bloquons tout* », Bayrou perdait son vote de confiance à l'Assemblée nationale et démissionnait le 9 septembre 2025.

En définitive, le 10 septembre a été un vrai succès avec près de 500 000 manifestantes et manifestants recensés dans tout le pays. Fort du 10 septembre et de la détermination des travailleuses et travailleurs, la journée intersyndicale confédérale du 18 septembre a elle aussi été une réussite avec 1 million de manifestantes et manifestants dans les rues. Et puis, plus rien. Bayrou parti, l'intersyndicale confédérale décidait de donner du temps au temps, appelant à une nouvelle journée d'action le 2 octobre (la troisième étape ?), moins suivie. Puis un nouvel appel est sorti pour le 6 novembre (la quatrième étape ?), puis silence radio pour cause de crise institutionnelle et politique, puis de trêve des confiseurs. En attendant, les budgets anti-sociaux et anti-ouvriers de 2026 sont passés.

Cette stratégie est mortifère et ne mène qu'à la défaite ! Elle ne favorise que la division, l'isolement, la défiance et la méfiance. Elle fait le jeu des gouvernements, du patronat et de l'extrême droite. Cette stratégie, qui n'en est pas une, doit absolument être abandonnée sans délai.

Notre histoire et nos luttes nous montrent que les mouvements se construisent par le bas et se gagnent collectivement !

Car pour gagner sur nos revendications, l'unité des salarié·es, des retraité·es, des jeunes, est un impératif. Plus que jamais, l'unité d'action des organisations syndicales est indispensable. Plus que jamais, le front unique de toutes les travailleuses et tous les travailleurs désireux de combattre Macron, l'extrême droite et le MEDEF est nécessaire. Au-delà des stratégies nationales à mettre en œuvre, les nombreuses luttes gagnantes au niveau local prouvent que la mobilisation des salarié·es restent un puissant moteur de progrès social, renforçons-les à tous les niveaux, renforçons les structures de proximité de la CGT qui sont au plus près des salarié·es, amplifions la syndicalisation.

Par conséquent, le XIV^{e} congrès de la CGT-Culture revendique :

- l'augmentation générale des salaires (10 % d'augmentation rapporterait 14 milliards d'euros à la Sécurité sociale) pour porter le SMIC à 2 000 euros nets
- l'augmentation du point d'indice et son indexation sur l'inflation
- l'augmentation générale des *minima* sociaux
- le respect intégral des bases de fondation de la Sécurité sociale : le système de répartition solidaire basé sur le salaire différé
- l'annulation des exonérations des cotisations sociales et la récupération des dettes du patronat et de l'État ; l'abrogation de la CSG et de la CRDS ; le refus du rationnement des soins ; le refus de la fermeture des hôpitaux et de la suppression de lits ; l'arrêt et l'annulation de tout déremboursement de médicaments
- l'abrogation du jour de carence et des 10% de décote par jour d'arrêt maladie
- la mise sous contrôle par les salarié·es de leur entreprises par l'accroissement des prérogatives économiques et sociales des CSE
- la nationalisation des entreprises stratégiques dans la chimie, l'industrie pharmaceutique, la sidérurgie, l'industrie informatique, le crédit – assurances et banques
- la reconstruction et la réinternalisation des services publics de réseaux de l'énergie, des transports, des télécommunications, de la radio et télévision
- l'interdiction des licenciements par la loi
- la mise en place d'un statut de la salariée et du salarié garantissant le maintien de ses rémunérations, la reconnaissance de ses qualifications acquises, et le droit à une formation tout au long de sa vie
- la défense et l'amélioration du système de retraite par répartition basée sur le principe de la solidarité intergénérationnelle ; respect de tous les statuts et maintien intégral des régimes spéciaux, abrogation des lois de, notamment, 2003, 2007, 2014 et 2023
- le retour à 37,5 annuités de cotisation pour toutes et tous, public-privé, retour au calcul des retraites sur les 10 meilleures années, retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans
- pas de pension ni de retraite inférieure au SMIC de la CGT à 2000 euros net mensuel (valeur 2025)
- l'arrêt des suppressions des postes de fonctionnaires, l'arrêt des fermetures et des restructurations des services publics, l'arrêt des privatisations des missions

- la réinternalisation de toutes les missions de service public
- un plan de titularisation des agentes et agents contractuels publics recrutés sur besoins permanents
- l'abrogation du RIFSEEP et de la loi de transformation de la Fonction Publique, le transfert des primes dans le point
- l'égalité salariale totale entre toutes et tous, quel que soit le genre ou l'origine
- l'égalité totale de droits entre les travailleuses et travailleurs français et immigrés
- la régularisation de tous les sans-papiers, travailleuses et travailleurs comme mineurs isolé·es
- l'arrêt des discriminations à l'embauche, à la carrière, au logement
- l'abrogation de toutes les lois discriminatoires et racistes, fermeture des centres de rétention administrative
- la lutte contre les idées d'extrême-droite dans les services au plus près des personnels et en partant de leurs problématiques particulières par des tracts, affichage, HMI, formation, etc. La CGT-Culture fait de la lutte contre l'extrême droite une de ses priorités
- l'interdiction des expulsions locatives, la réquisition des logements vacants en application de l'ordonnance de 1945
- la défense des libertés individuelles et collectives, l'arrêt des violences policières et la condamnation de toutes les autrices et tous les auteurs, l'interdiction des armes de type LBD et grenades de désencerclement, l'amnistie de toutes et tous les syndicalistes poursuivis devant les tribunaux, l'abrogation des lois d'exception instaurant notamment l'état d'urgence